



COMPTE-RENDU DE L'AUDIENCE DU 4 OCTOBRE SIP de PAGANINI

Après la remise d'une pétition massivement signée par les agentes et agents des SIP et suite à une demande d'audience des agent.e.s des SIP du 20^e arrondissement, MM PROCACCI, DAAS et Mme SANCHEZ sont venus jeudi 4 octobre après-midi sur le site de Paganini pour entendre les revendications des collègues excédé.e.s par les répercussions, sur l'ensemble de leurs services respectifs, de la pénurie de moyens humains dont souffre l'accueil de Paganini.

En effet, en plus du déficit structurel d'agent.e.s (*qui rend déjà quotidiennement l'accueil du public particulièrement difficile sur un site qui reçoit un des deux plus gros volumes d'usagers de la capitale*), la situation est devenue totalement insoutenable suite à divers incidents et aléas survenus en cette rentrée agitée.

Avec un agent hospitalisé en urgence, une collègue non remplacée après mutation, une réussite au concours dont le poste n'a finalement pas été pourvu, la gestion de l'accueil s'est retrouvée dangereusement perturbée. Le renfort de cadre A n'a pas été suffisant. La pression sur l'accueil généraliste a, par ailleurs, été amplifiée par la décision de la Responsable du SIP Père-Lachaise de supprimer momentanément l'accueil secondaire ce qui a eu pour conséquence de désorganiser toute la chaîne de travail dans les SIP assurant le « back-office » (dont la sollicitation a été accrue).

Près de cinquante agent.e.s étaient ainsi présents ce jeudi 4 octobre pour exposer leurs difficultés et affirmer leurs revendications. Leur attente principale portait sur l'obtention légitime **de moyens humains** pour palier la pénurie à l'accueil spécialisé.

- Face à cette demande, la Direction s'est abritée derrière les choix de politique générale (réduction du volume d'emplois publics) et s'est repliée derrière la « *rigidité des règles de gestion* » pour justifier son incapacité à agir de manière à satisfaire cette revendication fondamentale et allouer des emplois légitimement attendus (à noter que des emplois « relations publiques » existent bel et bien au TAGERFIP).

La Direction s'est ainsi contentée d'affirmer, sans toutefois prendre le moindre engagement ferme, qu'elle analyserait l'opportunité de déployer de nouveaux EDR à compter du mois de novembre (*les affectations des EDR étant déjà finalisées jusqu'à la fin du mois d'octobre*). MM PROCACCI, DAAS et Mme SANCHEZ rappelant même de concert que la limite volumétrique du « *vivier d'EDR* » restait une contrainte forte. Seul élément concret : le renfort d'un agent effectuant son service civique (avec les problèmes que l'on connaît relativement à la formation, aux habilitations informatiques et à la confidentialité de l'information, ...).

Ces annonces ne répondent manifestement en rien aux attentes des agent.e.s présent.es qui exigent des emplois pérennes pour assainir durablement une situation qui connaît des crispations récurrentes (plusieurs droits d'alertes ayant été déposés pour alarmer des problèmes chroniques de l'accueil à Paganini).

Même si le renfort d'EDR serait susceptible (*à condition qu'il soit déjà sensibilisé ou formé à la mission*) à soulager momentanément l'ensemble de la chaîne de travail en SIP - depuis le front-office de l'accueil généraliste jusqu'au back-office assuré de plus en plus massivement par les secteurs (*en assiette comme en recouvrement*). Il ne s'agirait là que d'une réponse par nature « **temporaire** » qui ne résoudrait en aucun cas les problèmes structurels des SIP du 20^e arrondissement impactés à tous niveaux par cette problématique de la réception du public.

Face à une nouvelle situation d'urgence, la Direction se dit donc impuissante à agir et les agent.e.s n'ont pas pu voir de manifestation d'une quelconque forme de volontarisme de la part de la DRFIP.

Difficile dans ces conditions de lui accorder a priori tout le crédit et la confiance qu'elle semble attendre des agent.e.s avec des engagements aussi légers que ceux qu'elle est venue leur présenter ce jeudi 4 octobre. D'autant plus difficile quand elle refuse par ailleurs d'apporter des éléments démontrant que nos Directeurs successifs (M. Parini naguère comme aujourd'hui M. Mariel) auraient, *comme elle le prétend*, tenté de défendre eux aussi nos emplois. Avec le succès qu'on connaît (un refus sèchement asséné au motif que ces mêmes Directeurs « *n'auraient pas à se justifier de leurs actions devant leurs agent.e.s* »).

- A une revendication forte qui visait l'obtention durable de moyens humains, la Direction s'est également repliée - *comme elle le fait désormais trop classiquement* - en se contentant de proposer **une simple réponse organisationnelle** ... à moyens constants. Une enième réorganisation du travail qui ne pourra donc avoir que des effets marginaux et se traduira encore mécaniquement par un « effort » supplémentaire des collègues en poste dans les secteurs (alors qu'ils sont déjà largement surchargés).

La Direction propose ainsi de « *réfléchir* » (*dans quels délais?*) avec les Responsables à une « *priorisation des tâches* » voire un abandon pur et simple de toutes celles qui ne pourraient plus être matériellement réalisées. Outre la détérioration de la qualité du service public que nous avons pu déplorer collectivement dans un arrondissement où cette notion même de service prend tout son sens. Aucune piste concrète n'a été avancée à l'audience.

Mme Sanchez s'est par ailleurs engagée à étudier les missions qui pourraient être extraites des SIP pour être traitées directement par le Pôle, en Direction. Personne ne peut se satisfaire véritablement d'une solution qui consiste à transférer la charge de tâches, de services au bord de l'implosion vers des services qui ont déjà leur propres difficultés (en termes de charge et d'organisation du travail). Mais c'est l'unique moyen identifié par cette Direction pour gérer la difficulté : la déplacer...

Jusqu'à présent les différents aménagements apportés au gré des incidents émaillant régulièrement l'accueil, se sont régulièrement traduits par une pression accrue de la hiérarchie (comme cela a été le cas récemment avec la disparition momentanée de l'accueil secondaire) sur les agent.e.s en poste à l'accueil généraliste (notamment).

Nous avons affirmé clairement notre détermination à ne plus voir les agent.e.s de l'ensemble des services concernés subir les excès d'une pression hiérarchique et statistique qu'ils n'ont pas à assumer ! Ils ne sont en aucun cas responsables de la détérioration du service public qui procède du manque de moyens humains, pénurie qu'ils ont une nouvelle fois voulu dénoncer auprès de la Direction.

**Nous resterons tous vigilants, attentifs et mobilisés
pour continuer à exercer une pression sur la direction !**